

LE CANADA

EDITION QUOTIDIENNE

OSCAR McDONELL, Directeur.

9ème ANNÉE, No. 202.

OTTAWA, MARDI 13 DÉCEMBRE 1887.

LE NUMERO : 2 CENTS.

LE CANADA

FONDÉ EN 1870

Prix de l'abonnement

EDITION QUOTIDIENNE

Un an, par la ville.....\$4.00

en dehors de la ville.....3.00

EDITION HEBDOMADAIRE

Un an.....\$1.00

Invariablement payable d'avance.

Toutes lettres, correspondances etc. etc.

etc. doivent être adressées à

OSCAR McDONELL

OTTAWA, ONT.

BUREAUX ET ATELIERS

115 rue St. Patrice

414 et 416 rue Sussex.

LE CANADA

Ottawa, 13 Déc. 1887

On mande de la Baie Saint-Paul,

comté de Charlevoix, en date du 5,

que le courrier de la maille entre

l'île aux Coudres et la Baie Saint

Paul a pu traverser sur la glace

sans canot.

L'Electeur croit savoir que M. Ls.

Delorme, greffier de l'Assemblée

Législative, est appelé à remplacer

feu M. L. H. Huot, dans les fonctions

de greffier de la couronne en chan-

cellerie, sans salaire.

L'honorable sénateur Pelletier

est parti pour Washington dans le

but de restaurer sa santé chancel-

lante depuis plusieurs mois.

L'Electeur ne qu'aucune action

en diffamation ait été prise contre

lui par les commissaires du havre

de Québec.

L'Electeur les traîne dans la boue

depuis quelques semaines, et per-

sonne, à Québec, n'a encore pris

leur défense.

Les nouvelles de la santé de l'hon-

orable J. Z. Robertson, ancien tré-

sorier de la province de Québec,

qui était dangereusement malade,

sont maintenant plus rassurantes.

M. F. L. Desaulniers, député de

St. Maurice aux Communes, ques-

tionné sur sa démission, l'a niée ab-

solument.

Le député de St. Maurice a passé

la journée de jeudi chez son frère,

le curé de Stanfold.

Le comité des finances du conseil-

je-ville, de Montréal, vient

d'adopter un projet de loi pour la

consolidation de la dette de la cité.

Le préambule de ce projet déclare

que la corporation ayant été auto-

risée à emprunter \$15,000,000, a

déjà emprunté \$12,930,000, à divers

taux d'intérêt et racheté \$2,410,000;

qu'il serait très avantageux pour la

ville de consolider sa dette en émet-

tant des débentures permanentes.

Il paraît qu'on va faire de Paris

un port de mer. L'origine de ce

projet remonte à 200 ans. Le moyen

qui sera employé est l'apogonisme

de Paris et Rouen. Il faudra creuser

une vingtaine de pieds pour per-

mettre aux navires de 2,500 ton-

neaux de se rendre à Paris. Mais

il y aura sur le parcours trois éci-

cles.

M. Rochon, député d'Ottawa, est

mentionné dans la "Gazette" offi-

cielle comme ayant dépensé légale-

ment \$367 seulement pour son élec-

tion. La contestation, qui se déroule

actuellement à Aymer, fera voir si

ce chiffre est d'accord avec les faits.

On a dû oublier un zéro quelque

part, et c'est plutôt des mille piastres

que des centaines de piastres

qu'on a voulu dire.

SIR A. P. CARON

Nous avons simplement annoncé,

il y a trois ou quatre semaines, le

départ de Sir A. P. Caron pour la

Colombie Anglaise, et son retour

samedi dernier.

Le voyage de cet honorable mi-

nistre a été marqué d'incidents, qui

méritent une mention spéciale. D'a-

bord, le but du voyage était le

choix d'un site à Victoria pour les

nouvelles casernes destinées à

l'école d'artillerie royale, qui se

trouve sous le commandement du

major Peters, de la batterie A.

Les incidents du voyage ont été

les brillantes réceptions faites à

l'honorable ministre dans les prin-

cipaux centres, sur tout le parcours

de la route.

Sir Adolphe fut reçu à Winnipeg

par le lieutenant-gouverneur Aikins;

à Regina par le lieutenant-gouver-

neur Dawdney, et à Victoria, dans

la Colombie, par le lieutenant-

gouverneur Nelson.

L'étoile de la population de ces

divers centres a pris part à ces ré-

ceptions, et Sir Adolphe a su, comme

l'on s'attendait, figurer avec le tact

le plus délicat et la plus grande

distinction au milieu de ces fêtes

officielles. Son discours de Victoria

est certainement l'une de ses plus

heureuses improvisations, où bril-

lent au degré le plus élevé, le sens

politique, le patriotisme et l'art or-

atoire.

Abordant la grande question, qui

prime toutes les autres dans ce mo-

ment-ci, savoir: l'union commerciale

avec les Etats-Unis, Sir Adol-

phe a jeté sur ce sujet la plus vive

lumière, ne manquant pas de faire

ressortir les grossières contradic-

tions de ceux qui se font en Canada

les apôtres de ce changement écono-

mique.

Nous croyons devoir reproduire

cette partie de son discours, qui est

la plus parfaite réputation que l'on

puisse offrir aux adversaires de

l'état de choses actuel.

Après avoir démontré que le Ca-

nada n'est pas fait pour l'annexion

aux Etats-Unis, parce qu'il a une

vie propre à lui, une existence na-

tionnelle distincte, l'honorable mi-

nistre a ajouté:

"Dans le cours de la dernière

campagne politique, n'avons-nous

pas entendu sur tous les hustings

des gens affirmer que le Canada de-

vait avoir le droit de négocier ses

propres traités de commerce avec

les nations étrangères?—Que de-

voit dire ces mêmes personnes du

projet actuel d'abandonner la réduc-

tion de notre propre tarif de douane

à un pouvoir étranger parlant au

nom de cinquante-six millions

d'âmes?—L'Union commerciale don-

nerait ce droit sans restriction à

nos voisins. Certes, on n'osera pas

prétendre que c'est nous qui devons

faire le tarif de cette population de

56 millions! Non, M. le président,

je ne crois pas, d'autant que je pré-

vois en juger, que nos voisins nour-

rirent le désir de cette Union com-

merciale. A tout événement, et

parlant pour une province dont je

connais le sentiment mieux que per-

sonne, je puis affirmer que Québec,

avec ses institutions à sauvegarder,

institutions mises sous la protection

d'un traité, se déclarerait contre

l'Union commerciale (appl.)—Et puis,

que signifie cette Union commerciale

si elle n'est pas le synonyme d'annexion

avec les Etats-Unis?—Non, M. le

président, le Canada n'en

sentirait pas (appl.) Pourrions-nous,

d'ailleurs, par notre législation dou-

anière, accorder au commerce étran-

ger des faveurs que nous refusons

au commerce de la métropole?—

Mais alors que signifiaient ces

protestations de loyauté que nous

sommes tous, d'Halifax à Victoria,

si fières d'exalter en toute occasion?

Cette loyauté envers l'empire existe

réellement et dans les cœurs et dans

les idées politiques; c'est une réalité

dont les rares partisans de l'Union

commerciale ne peuvent se débar-

asser. Tels que nous sommes au-

jourd'hui, nous jouissons de l'avant-

age incomparable d'être protégés

par le drapeau anglais, et de voir

notre commerce sauvegardé par le

système consulaire de la métropole

qui couvre le monde entier. Et

puis, qui ne sait que l'Angleterre,

ayant eu dernièrement un traité de

commerce à négocier avec l'Espa-

gne dans lequel le Canada devait

être intéressé, a choisi Sir Charles

Tupper lui-même comme son Haut

Commissaire? Que pouvions-nous

désirer de plus? (appl.)

Rien de plus clair et de plus

concluant que ces paroles. On ne

peut mieux faire ressortir les

contradictions des chefs libéraux,

qui demandent l'Union commerciale.

Mais vous demandez, leur dit

Sir Adolphe, le droit de négocier

nos propres traités de commerce

avec les nations étrangères, et vous

êtes prêts à abandonner le contrôle

de notre tarif aux Etats-Unis!

Et puis, que signifie vos protesta-

tions de loyauté envers la couronne

britannique, lorsque vous préconisez

une politique, qui en est la négation,

puisque cette politique condui-

rait directement à l'annexion aux

Etats-Unis!

On ne pouvait asséner de plus

forts coups de massue, et mieux

dessiner la situation.

PROTECTION ET LIBRE ECHAN-

GE

Nous avons vu par nos dépêches

que le dernier message du président

des Etats-Unis demande une réduc-

tion du tarif américain, qui est

maintenant trop élevé pour les

besoins du pays. L'encaisse du tré-

sor accuse un surplus de 140 mil-

lions de piastres, et ce surplus n'est

pas une exception. Il se répète tous

les ans. La cause est la taxation trop

élevée sur les importations et la

production intérieure. Mais le

président ne déclare pas la guerre au

système protecteur des Etats-Unis,

puisque'il dit:

"La question du libre échange

est inapplicable et les cris qui se

font entendre dans certains quartiers

demandant que le peuple soit délivré

des impôts injustes et inutiles vien-

nent de prétendus libéraux échan-

gistes qui ont en vue tout autre chose

que le bien public."

Nous avons aussi de ces libé-

raux échangistes en Canada, qui croient

trouver, aujourd'hui, un argument

irrésistible dans la position prise

par le président des Etats-Unis. En

Canada le tarif protecteur n'a pas

donné le résultat qu'il a produit aux

Etats-Unis. Chez nos voisins, il a

développé les industries au point

que leur production dépasse les

besoins de la consommation et des

divers services publics. Il n'en est

pas encore ainsi en Canada. Mais

lorsque nos industries pourront se

suffire à elles-mêmes, et lorsque les

revenus de la taxation excéderont

nos besoins, il n'y aura plus égale-

ment ici de protectionnistes exclusifs.

Tout le monde demandera une

FERRONNERIES

DE TOUTES ESPECES

POELES

DE CUISINE ET DE PASSAGE

En Gros et en Détail

Chez

E. G. LAVARDURE, 69 & 75 RUE WILLIAM.

Ottawa, 19 Nov. 1887—1a.

B. G.

Cet

EST RESERVE,

Larose & Cie

Rue Rideau.

28 11 87—1m.

VENTE SPECIALE AU COMPTANT

DE

SOIE NOIRE

Articles de meilleure qualité

et des nu dessous du

prix et fini

GRANDE VENTE AU COMPTANT